ASSEMBLÉE NATIONALE

25 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF2999

présenté par

M. Buisson, Mme Mathilde Paris, M. Allisio, M. Cabrolier, M. Dessigny, Mme Grangier,
M. Lottiaux, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Sabatou, M. Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Direction de l'action du Gouvernement »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Coordination du travail gouvernemental	0	4 000 000
<i>dont titre 2</i>	0	4 000 000
Protection des droits et libertés	0	0
TOTAUX	0	4 000 000
SOLDE	-4 000 000	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Gouvernement, de surcroît, quand il demande de lourds efforts fiscaux aux Français, doit se monter exemplaire dans sa gestion des deniers publics.

Le nombre de ministres de ce Gouvernement au même titre que les effectifs de ses cabinets sont très élevés et représente une dépense non-négligeable pour le budget de l'Etat : la masse salariale des cabinets de la Première ministre et des ministres rattachés atteint plus de 40 millions d'euros.

Dans un souci d'exemplarité, cet amendement prévoit de baisser de 10 % le budget alloué au personnel des cabinets de la Première ministre et des ministres rattachés soit de 4 millions d'euros.

En conséquence, cet amendement prévoit de baisser de près de 10 % soit de 4 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement dont 4 millions d'euros en titre 2 destiné aux dépenses de personnel des cabinets de la Première ministre et des ministres rattachés dont est dotée l'action 01 Coordination du travail gouvernemental de la mission Direction de l'action du Gouvernement.